



Consultation publique n° 2017-011 de la CRE relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel des ELD

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur le prochain tarif ATRD 5 des ELD de gaz naturel.

A titre liminaire, Eni est très satisfait des annonces de la CRE relatives à l'harmonisation des pratiques des ELD avec GRDF en matière de qualité de service, de structure tarifaire, flux de données, etc.

Toutefois, Eni considère que la CRE doit aller beaucoup plus loin pour s'assurer que les échéances importantes à venir, qui impacteront de manière significative les ELD (suppression des TRV gaz, déploiement des compteurs communicants, etc.), bénéficieront pleinement aux consommateurs finals raccordés aux réseaux des ELD.

En effet comme la CRE a eu l'occasion de le rappeler à plusieurs reprises, si l'ouverture du marché du gaz est une réalité sur le segment professionnel et prend de l'ampleur sur celui des particuliers pour les clients raccordés au réseau de GRDF, la situation est beaucoup plus compliquée sur les territoires des ELD.

Les résultats du 1^{er} appel d'offres lancé par la CRE dans le cadre de la suppression des TRV pour les entreprises illustrent parfaitement cette situation. Par ailleurs de plus en plus de clients s'interrogent et se plaignent de cette situation qu'ils subissent et qui freine également dans certains cas les appels d'offres groupés.

Cette situation, qui est avant tout le résultat de l'histoire de ces entreprises, ne peut plus continuer. La CRE doit définir un plan d'actions beaucoup plus volontaire pour y remédier rapidement. La réglementation en vigueur lui donne les compétences pour le faire :

- La CRE concourt au bon fonctionnement des marchés au bénéfice des consommateurs finals et veille en particulier à ce que les conditions d'accès aux réseaux de distribution n'entravent pas le développement de la concurrence (article L.131-1 code de l'énergie) ;
- pour l'ATRD, elle doit couvrir les coûts d'un opérateur efficace (article L.452-1-1 code de l'énergie). Or l'efficacité doit être analysée de manière beaucoup plus large (efficacité des processus, du service rendu aux consommateurs finals, optimisation des coûts à travers leur mutualisation...).
- Elle peut également préciser les conditions d'utilisation des réseaux de distribution (article L.134-2 code de l'énergie).

En conclusion, Eni demande à la CRE d'utiliser pleinement l'ensemble de ses compétences pour permettre aux consommateurs finals raccordés aux réseaux des ELD de bénéficier des mêmes opportunités que les autres. Les actions de la CRE devront notamment se focaliser sur les deux points suivants :

- la mise en place rapide par toutes les ELD d'un portail commun, idéalement avec des interfaces d'échange avec les fournisseurs identiques à celles de GRDF. Ce projet, qui devra être mené rapidement permettra d'harmoniser les pratiques de tous les GRD en termes d'échanges avec les fournisseurs, d'automatiser ces échanges pour les petites ELD pour lesquels les traitements sont encore manuels, de réduire les coûts des ELD à travers la mutualisation des moyens ;
- la définition d'un projet de compteurs communicants commun pour toutes les ELD, harmonisé avec celui de GRDF ou celui d'Enedis et permettant de mutualiser les moyens et les coûts entre tous les GRD.

Un tel plan d'actions permettrait à la CRE de réduire fortement les différences significatives qui existent entre les territoires des ELD et le réseau de GRDF en termes de concurrence et de coût de distribution de gaz.

Question 1 : Quel est votre retour d'expérience sur les tarifs ATRD4 des ELD et les conditions d'utilisation actuelles des réseaux de distribution de gaz naturel des ELD, entrés en vigueur le 1er juillet 2013 à l'exception du tarif de Sorégies, entré en vigueur le 1er juillet 2014 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan des tarifs ATRD4 des ELD ?

Eni partage l'analyse de la CRE en matière de visibilité et d'atteinte des objectifs.

Toutefois, les évolutions de prix ont été importantes pendant la période ATRD 4, notamment pour certaines ELD. Il conviendrait par ailleurs que les hypothèses de quantités acheminées tiennent compte (comme pour GRDF) de la tendance baissière des CAR afin d'éviter les effets non négligeables sur le CRCP.

Par ailleurs, l'ATRD4 n'a pas permis d'améliorer le principal problème lié à l'utilisation des réseaux des ELD, soit la très grande hétérogénéité des pratiques et des interfaces SI entre les ELD et les fournisseurs, lorsque ces interfaces existent. Elle n'a pas non plus modifié les pratiques des ELD en termes de mutualisation des besoins et des moyens pour optimiser leurs coûts.

A ce jour, il est impossible pour les fournisseurs de mutualiser leurs développements SI entre GRDF et les ELD. Or, réaliser des développements SI spécifiquement pour les ELD serait trop coûteux pour les fournisseurs au regard de la taille du marché adressable sur la zone de ces entreprises. Les consommateurs situés sur les territoires des ELD sont les premières victimes de cette situation.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour les prochains tarifs des ELD ? Si vous ne considérez pas cette durée comme pertinente, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ? Quelles conditions devraient accompagner cette évolution de la durée ?

Eni est favorable à la visibilité permise par les 4 ans de l'ATRD et est favorable à la proposition de la CRE.

Il est important que la date d'évolution des tarifs de l'ensemble des GRD soit identique, peu importe que les ATRD de GRDF et des ELD soient alignés en durée.

Question 3 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation des ELD selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

Eni y est favorable, uniquement si les utilisateurs ont également une espérance de gains lors de la période tarifaire suivante.

Or, cela ne semble pas être le cas au regard des demandes que les ELD ont formulées pour l'ATRD5.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de régulation incitative sur les charges de capital « hors-réseaux » ?

Eni n'a pas de remarque particulière concernant le mécanisme envisagé par la CRE.

En revanche, Eni n'est pas convaincu qu'un mécanisme aussi sophistiqué soit adapté à la taille des ELD. En effet, la CRE doit adapter les mécanismes d'incitation à l'efficacité opérationnelle et économique à la réalité des ELD. Le levier à privilégier est la mutualisation des moyens entre les entreprises dans tous leurs domaines d'activité. A notre sens, ce levier sera beaucoup plus efficace.

Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de suivi des coûts unitaires des investissements dans les réseaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des ELD disposant d'un tarif ATRD spécifique ? Que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE ?

Idem question 4.

Question 6 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la fréquence de calcul et de remontée des valeurs des indicateurs à la CRE proposée ?

Eni y est favorable.

Toutefois, en cas de dérive des indicateurs il conviendra de revenir à une fréquence plus rapide.

Question 7 : Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi de la qualité de service envisagés ?

Eni est favorable aux 3 propositions :

- mise en place d'un indicateur de suivi des CED pour les ELD utilisant le profilage ;
- suivi des CHF : favorable à la simplification, dans la mesure où cette information reste suivie par ailleurs ;
- suppression de la distinction par nature des réclamations : en cas d'augmentation forte, il conviendra tout de même que la CRE puisse identifier l'origine de ces réclamations afin de proposer des solutions en concertation avec les acteurs de marché, en amont de la publication du rapport annuel sur la qualité de service.

Comme indiqué en introduction, Eni recommande que la CRE mette en place un système de régulation incitatif pour la convergence des pratiques des ELD avec GRDF.

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités, c'est-à-dire à la fixation d'un unique objectif de référence fondé sur la moyenne pondérée des performances des ELD sur les deux années précédentes et de valeurs « plancher » pour les indicateurs incités financièrement ?

Eni est favorable à cette simplification, qui par ailleurs incite les opérateurs à une meilleure performance plutôt que de se contenter de rester dans une zone de confort.

Toutefois, Eni s'interroge sur l'opportunité d'introduire une valeur plancher pour couvrir des situations exceptionnelles : d'une part ces situations ne peuvent être connues à l'avance et leur désignation pourrait être arbitraire ; d'autre part cette proposition semble être en contradiction avec l'esprit de simplification souhaité par la CRE.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire ?

Eni est plutôt favorable à la possibilité de revoir chaque année les paramètres du dispositif (objectifs et mécanismes d'incitation) ainsi que la possibilité d'ajouter de nouveaux indicateurs.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant les ELD à développer un portail à destination des fournisseurs ?

Eni est très favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant toutes les ELD à développer un portail unique à destination des fournisseurs. Cet élément est la condition sine qua none à l'amélioration de la concurrence sur la fourniture de gaz au bénéfice des consommateurs finals concernés.

A cet effet, Eni est favorable à un niveau d'incitation financière élevé. En effet, même si l'hétérogénéité des SI des ELD est le résultat de l'histoire de ces entreprises, la très grande

majorité d'entre elles n'ont aucune incitation naturelle à améliorer cette situation car elles bénéficient de cette barrière au développement de la concurrence sur leur activité de fourniture. L'incitation financière devrait porter à la fois sur le délai de mise en œuvre de ce portail et sur le degré d'homogénéité de cette solution avec le portail de GRDF.

Question 11 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitant les ELD à développer le nombre d'utilisateurs raccordés au réseau de gaz ?

Eni n'y est pas opposé mais reste très dubitatif sur l'efficacité de ce dispositif, notamment pour les raisons suivantes :

- la difficulté des ELD à faire des prévisions fiables à 4 ans concernant le nombre d'utilisateurs ;
- les ELD devraient être naturellement incitées à développer le nombre de clients raccordés au gaz naturel afin d'assurer leur pérennité ;
- le dispositif ne semble pas faire sens pour les ELD biénergie ;
- le dispositif n'est pas cohérent avec les ambitions de la LTECV qui prévoit la réduction importante des énergies carbonées.

Question 12 : Etes-vous favorable aux modalités du mécanisme d'incitation envisagé par la CRE ?

Eni y est favorable. La CRE doit être vigilante sur la cohérence des trajectoires entre ATRD 4 et ATRD 5 pour éviter de rémunérer deux fois les mêmes gains.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction pour les ELD concernées d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D avec un suivi en fin de période tarifaire des projets de R&D des ELD ?

Eni y est favorable et souhaiterait que, comme pour GRDF, le bilan et le suivi des projets soient partagés avec les acteurs de marché dans le cadre du GTG notamment.

La CRE devra être vigilante concernant les activités menées par les ELD mixtes (GRD/fournisseur).

Question 14 : Etes-vous favorable à la prise en compte des charges de pertes et différences diverses au CRCP ?

Eni y est favorable.

Question 15 : Etes-vous favorable à la reconduction des principes du mécanisme de CRCP existant ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?

Question 16 : Etes-vous favorable aux évolutions proposées concernant les différents postes au CRCP ?

Eni est favorable à la reconduction du mécanisme de CRCP existant pour les ELD.

Question 17 : Etes-vous favorable au maintien d'une clause de rendez-vous pour les tarifs ATRD5 des ELD, selon des critères d'activation similaires à ceux mis en place pour la clause de rendez-vous des tarifs ATRD4 ?

Eni n'y est pas opposé.

Question 18 : Que pensez-vous des hausses des charges d'exploitation demandées par les ELD ?

Eni s'inquiète de ces hausses, qui auront un impact significatif sur le prix du gaz pour les consommateurs raccordés aux réseaux des ELD, alors même que pour Régaz et GEG les charges relatives au déploiement de compteurs communicants ne sont pas prises en compte.

Par ailleurs, les ELD ont conservé les gains de productivité de l'ATRD 4 sans que les utilisateurs ne puissent en bénéficier.

Pour Eni, la seule manière d'arriver à contenir la hausse des coûts des ELD serait d'introduire une rupture profonde dans leur mode de fonctionnement à travers la mutualisation de leurs moyens. Il appartient à la CRE d'inciter les ELD à une telle rupture, au titre notamment de la couverture des coûts d'opérateurs efficaces.

Question 19 : Que pensez-vous des fourchettes hautes et basses de charges d'exploitation retenues par la CRE ?

Eni a les remarques suivantes :

- prestations d'accompagnement des collectivités territoriales dans le développement des territoires : il est important que la CRE encadre les modalités de cet accompagnement, avec un suivi particulier pour les ELD mixtes (fournisseur/GRD) ;
- l'établissement d'une prévision pluriannuelle est une activité déjà réalisée par les ELD avant l'évolution de la loi. En effet ces prévisions sont nécessaires pour mener les analyses relatives au dimensionnement des réseaux de distribution et de transport ;
- projets « smart grids » : ils concernent principalement l'électricité ;

- réorganisation des filiales : les durées de mise en œuvre de ces réorganisations sont beaucoup trop longues. Pour Régaz-Bordeaux, en particulier, cette réorganisation a été lancée il y a déjà de très nombreuses années ;
- sous-traitance Sorégies : ces couts ne devraient être couverts que si cette sous-traitance aboutit à un cout d'exploitation plus faible pour Sorégies.

Question 20 : Que pensez-vous de la fourchette de taux de rémunération envisagée par la CRE ?

Le niveau de rémunération de GRDF est, à notre sens, déjà élevé au regard des risque relatifs à son activité. Eni recommande donc la fourchette basse pour les ELD.

Question 21 : Etes-vous favorable à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel consistant à les rendre homothétiques à celles de GRDF? La méthodologie envisagée par la CRE vous semble-telle pertinente ?

Eni est favorable aux propositions de la CRE:

- ELD hors Régaz et GDS : favorable à l'harmonisation
- Régaz et GDS : compte tenu du niveau des hausses, du projet compteur communicant de Régaz par ailleurs, Eni est favorable au lissage des hausses sur les 4 ans, à compter de 2021.

Question 22 : Que pensez-vous d'une éventuelle extension des règles tarifaires applicables aux nouvelles concessions aux autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel ?

Eni y est favorable.

Question 23 : Avez-vous toute autre remarque sur les prochains tarifs ATRD5 des ELD ?

Non